

Art. 2. - La direction générale de l'administration et de la fonction publique comprend, outre le bureau des affaires générales et budgétaires, trois sous-directions :

- la sous-direction statutaire ;
- la sous-direction de l'encadrement et de la formation ;
- la sous-direction de la modernisation et de la qualité.

Art. 3. - Le bureau des affaires générales et budgétaires est chargé de la gestion de l'ensemble des moyens matériels et humains nécessaires au fonctionnement de la direction générale. Il assure le secrétariat du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat.

Art. 4. - La sous-direction statutaire prépare les projets concernant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, élabore les textes généraux nécessaires à son application et assure, en conformité avec les principes qu'ils énoncent, la coordination des dispositions statutaires, judiciaires et sociales propres à chaque administration ou service.

Art. 5. - La sous-direction de l'encadrement et de la formation élabore, en liaison avec les administrations concernées, la politique générale de l'Etat à l'égard des personnels de conception et d'encadrement de la fonction publique. Elle assure la gestion interministérielle du corps des administrateurs civils. Elle participe à la conception, à l'animation, à l'exécution et au contrôle des politiques de recrutement et de formation professionnelle des fonctionnaires civils de l'Etat. Elle assure la tutelle de l'Ecole nationale d'administration, de l'Institut international d'administration publique et des instituts régionaux d'administration.

Art. 6. - La sous-direction de la modernisation et de la qualité est chargée, en liaison avec les ministères concernés, de promouvoir, animer et coordonner les actions nécessaires à la modernisation de l'administration, à la diffusion de l'innovation et à l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers. Elle participe à la définition de la politique salariale et à la mise au point des réglementations relatives à la rémunération des fonctionnaires actifs et retraités de l'Etat. Elle établit les statistiques concernant la fonction publique et conduit les études d'ensemble relatives à la gestion prévisionnelle des effectifs des personnels de l'Etat.

Art. 7. - L'arrêté du 30 mars 1982 créant une mission permanente auprès du directeur général de l'administration et de la fonction publique est abrogé.

Art. 8. - Le directeur général de l'administration et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mai 1988.

Le Premier ministre,
Pour le Premier ministre et par délégation :
Le secrétaire général du Gouvernement,
RENAUD DENOIX DE SAINT MARC

Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique et du Plan,
HERVÉ DE CHARETTE

Arrêté du 6 mai 1988 relatif à l'organisation en sous-directions et bureaux de la direction générale de l'administration et de la fonction publique

NOR : FPPA8800034A

Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan,

Vu le décret n° 87-389 du 15 juin 1987 relatif à l'organisation des services d'administration centrale ;

Vu l'arrêté du 6 mai 1988 relatif à l'organisation en service et sous-directions de la direction générale de l'administration et de la fonction publique ;

Vu l'avis en date du 27 avril 1988 du comité technique paritaire institué par arrêté du 26 juillet 1983,

Arrête :

Art. 1^{er}. - La sous-direction statutaire comprend :

- le bureau du statut général ;
- le bureau de la coordination statutaire ;
- le bureau des affaires sociales.

Art. 2. - La sous-direction de l'encadrement et de la formation comprend :

- le bureau du recrutement et de la formation ;
- le bureau des personnels de conception et d'encadrement.

Art. 3. - La sous-direction de la modernisation et de la qualité comprend :

- le bureau de la modernisation de l'administration (observatoire de l'innovation) ;
- le bureau des rémunérations et pensions ;
- le bureau des statistiques.

Art. 4. - Le directeur général de l'administration et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mai 1988.

HERVÉ DE CHARETTE

Arrêté du 6 mai 1988 portant modification de l'arrêté fixant le nombre et la répartition des postes offerts aux élèves de l'Ecole nationale d'administration issus des concours externe et interne d'accès à cette école qui achèveront leur scolarité au mois de mai 1988, dans chacune des carrières auxquelles elle prépare

NOR : PRMG8870158A

Par arrêté du Premier ministre en date du 6 mai 1988, l'arrêté du 27 novembre 1987 fixant le nombre et la répartition des postes offerts aux élèves de l'Ecole nationale d'administration issus des concours externe et interne d'accès à cette école qui achèveront leur scolarité au mois de mai 1988, dans chacune des carrières auxquelles elle prépare, est modifié comme suit en tant qu'il concerne le nombre d'emplois d'administrateurs civils offerts au ministère des affaires sociales et de l'emploi :

Ministère des affaires sociales et de l'emploi : six places.

Circulaire du 3 mai 1988 relative à la passation des marchés publics à l'étranger

NOR : PRMG8800025C

Paris, le 3 mai 1988.

Mon attention a été récemment appelée sur la passation et l'exécution de marchés publics de l'Etat à l'étranger en dehors des règles prévues par le code des marchés publics et sans que ces marchés aient été soumis au préalable aux commissions spécialisées des marchés compétentes.

De telles pratiques font échapper d'importantes commandes publiques à tout contrôle interministériel et exposent l'Etat français aux aléas d'un contentieux soumis à un droit étranger et échappant de fait au juge administratif français. Elles ne sont pas sans inconvénients pour les deniers publics.

C'est pourquoi je vous demande d'observer les règles fixées par la présente circulaire, lorsque les personnes responsables des marchés que vous avez désignées envisagent de passer un marché à l'étranger.

I. - Droit applicable et compétence juridictionnelle

1. Régime juridique des marchés passés ou exécutés à l'étranger.

a) Droit applicable :

Les marchés passés en France et exécutés à l'étranger sont soumis à la loi française, et notamment aux règles prévues par le code des marchés publics. Le titulaire peut seulement se trouver dans l'obligation de respecter également, pour l'exécution du marché à l'étranger, les dispositions d'ordre public dans le lieu d'exécution (dispositions concernant le droit du travail, par exemple).

En revanche, pour les marchés passés et exécutés à l'étranger, le Conseil d'Etat a considéré que le code des marchés publics ne s'appliquait pas de plein droit, mais que l'administration pouvait s'y référer expressément dans le contrat (C.E. 3 juillet 1968, sieurs Lavigne et Le Mee; n° 68-333, p. 1015).

b) Aussi, afin de conserver les garanties apportées par cette réglementation, je vous demande de veiller à passer les marchés sur le territoire national sous réserve des seules exceptions prévues au III ci-après.

En toute hypothèse, afin de lever toutes incertitudes, il convient, en outre, de prévoir dans le contrat qu'il est régi par le droit français.

2. Compétence du juge administratif.

Il convient de distinguer les contrats eux-mêmes et tous les actes administratifs détachables du contrat tels que, notamment, les déci-

sions de rejet de candidatures ou d'offres lors de la procédure de passation du marché :

a) En ce qui concerne ces derniers, le juge administratif français est compétent comme juge de l'excès de pouvoir, sauf si l'Etat français est réputé agir ou avoir agi comme simple mandataire d'un Etat étranger ou d'une personne non soumise au droit administratif français. (C.E. Société anonyme de chalandage et de remorquage de l'Indochine, n° 60-221, 8 mars 1968, p. 1015) ;

b) En ce qui concerne les litiges nés de l'exécution du marché, le juge administratif français se reconnaît normalement compétent, s'il s'agit bien d'un contrat administratif, ce qui exclut certains marchés de fournitures courantes ou de services que la jurisprudence du Conseil d'Etat qualifie de contrats de droit commun dès lors qu'ils n'ont pas pour objet l'exécution même du service public et ne comportent pas de clauses exorbitantes du droit commun ;

c) Il reste que, pour couper court à tout litige sur la compétence juridictionnelle, notamment dans le cas des marchés passés et exécutés à l'étranger, il est préférable d'introduire dans le marché une clause attributive de compétence pour reconnaître la compétence du juge administratif français ;

d) Le fait que le contrat prévoirait l'application de règles de droit étranger n'entraînerait pas par lui-même l'incompétence du juge français ; s'il est compétent pour connaître le contrat, il peut faire application des clauses de ce contrat fondées sur un droit étranger.

II. - Procédure de passation et contrôle

En application de ce qui précède, le choix du titulaire et la rédaction du marché (et notamment la référence à un cahier des clauses administratives générales) doivent respecter les règles posées par le code des marchés publics.

Par ailleurs, les marchés passés et exécutés à l'étranger comme les marchés passés en France et exécutés à l'étranger doivent en tout état de cause, sous réserve des seules exceptions prévues au III ci-après, être soumis à la commission spécialisée des marchés compétente, dès lors que le seuil de saisine est dépassé.

Le respect de ces règles sera vérifié par le contrôleur financier lors de la présentation des marchés à son visa.

III. - Exceptions relatives aux marchés passés à l'étranger pour les besoins locaux des services expatriés

S'agissant de la satisfaction des besoins locaux des services expatriés, les circonstances locales ou l'éloignement peuvent justifier la passation et l'exécution de marchés sur place.

Dans ce cas, l'application pure et simple du code des marchés publics peut s'avérer difficile, voire impossible. En revanche, les services s'attacheront à mettre en œuvre l'esprit de concurrence et d'équilibre qui anime la réglementation française. La référence dans le marché au droit français et surtout à la compétence du juge français reste souhaitable. A défaut, vous devrez veiller à prendre vis-à-vis des titulaires des garanties financières suffisantes.

Par ailleurs, afin de ne pas alourdir la procédure, ces marchés sont dispensés de l'envoi aux commissions spécialisées des marchés compétentes. Il vous appartient de juger de l'opportunité de les présenter en commission.

Je souhaite que vous portiez ces instructions à la connaissance des personnes que vous avez désignées comme responsables de la passation de marchés au nom de l'Etat dans votre département ministériel et je demande au secrétaire général de la commission centrale des marchés de prendre toutes dispositions pour veiller à leur application.

JACQUES CHIRAC

FONCTION PUBLIQUE ET PLAN

Décret n° 88-582 du 28 avril 1988 relatif à la fixation et à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois des personnels civils de l'Etat

NOR : FFPX8800054D

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, ensemble les textes qui l'ont complété ou modifié ;

Vu l'avis émis par le Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat les 10 novembre 1987, 21 décembre 1987 et 25 janvier 1988 ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - Les tableaux annexés au décret du 10 juillet 1948 susvisé sont modifiés conformément à celui annexé au présent décret.

Art. 2. - Le Premier ministre, le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la culture et de la communication, le ministre de l'éducation nationale, le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, le ministre de l'agriculture, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, le ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, et le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T., sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 avril 1988.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
JACQUES CHIRAC

Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique et du Plan,
HERVÉ DE CHARETTE

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et de la privatisation,
EDOUARD BALLADUR

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
ALBIN CHALANDON

Le ministre de la culture et de la communication,
FRANÇOIS LÉOTARD

Le ministre de l'éducation nationale,
RENÉ MONORY

Le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme,
ALAIN MADELIN

Le ministre de l'agriculture,
FRANÇOIS GUILLAUME

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie,
des finances et de la privatisation,
chargé du budget,
ALAIN JUPPÉ

Le ministre délégué auprès du ministre
de l'éducation nationale, chargé de la recherche
et de l'enseignement supérieur,
JACQUES VALADE

Le ministre délégué auprès du ministre
de l'industrie, des P. et T. et du tourisme,
chargé des P. et T.,
GÉRARD LONGUET